

En deuxième lieu, je ne connais aucune autre occupation, si ce n'est le travail exécuté par une chaîne de forçats, qui exige un labeur si cruel et si brutal que la coupe de la canne à sucre. Si jamais l'occasion se présente, je vous recommande d'aller voir ce qui se passe en Guyane où l'on met le feu aux champs de canne à sucre par peur des serpents et autres insectes; les ouvriers s'avancent dans le champ avant même que la flamme ne soit éteinte pour la bonne raison que, si l'on attend trop longtemps avant de couper la canne une fois qu'elle a brûlé, il y a danger qu'elle ne perde son contenu de sucrose. C'est là un travail dur et brutal. De plus, on l'a toujours associé au travail manuel et à l'esclavage. Ce travail a eu de fortes conséquences sociales dans les Antilles et nous avons tous tâché de nous en éloigner.

On se préoccupe donc, comme je l'ai dit précédemment, de discontinuer la production du sucre. Mais de quelle façon doit-on procéder? Nous voici devant des économies aux dimensions limitées et, dans certains cas, aux ressources naturelles limitées. Étudions, si vous le voulez, le cas de la Jamaïque. L'instauration d'une mécanisation complète pourrait déplacer 20,000 ouvriers, ce qui aurait pour effet de déranger la vie de 80,000 à 100,000 personnes. Je puis vous assurer qu'il y aurait une révolte sanglante au bout de quelques jours. Un ouvrier ne peut, vous savez, juger d'un système économique par des statistiques. Nous nous sommes engagés, au cours de la dernière décennie, dans un exercice des plus frauduleux et c'est celui du jeu des chiffres. On a demandé aux gens de faire toutes sortes de sacrifices au nom de ce qu'on a appelé le revenu per capita. Mais l'homme qui est sans travail juge de l'efficacité d'un système par les effets qui en résultent pour sa seule personne. Il serait irresponsable, de notre part ou de la part de tout gouvernement, d'aller trouver les ouvriers de la canne à sucre des Antilles et de leur dire: «Il nous faut vous recycler, car nous n'avons d'autre choix que de nous plier à une considération théorique et de restructurer notre économie».

Comme je l'ai dit précédemment, j'entrevois la discontinuation de la production du sucre comme une possibilité lointaine, mais il serait irresponsable et téméraire de la part d'un chef politique de dire que cette industrie doit être abolie dès maintenant. Que ferait-on de tous ces ouvriers qu'on déplacerait? Quelle serait la solution de remplacement? En même temps, j'estime que l'industrie du sucre est constamment rationalisée avec le résultat que le gouvernement de la Jamaïque a mis un embargo sur l'importation de la machinerie qui mènerait à une plus grande mécanisation de l'industrie du sucre. Mais le gouvernement s'est peu à peu rendu compte qu'il était

impossible de trouver des ouvriers pour certaines tâches particulières. Les ouvriers étaient d'avis que c'étaient des tâches trop serviles et il fut donc possible de confier les tâches en question à des machines. Une pénurie de main-d'œuvre, surtout de chauffeurs de tracteurs, se fit donc graduellement sentir lorsque l'exode de la population vers le Royaume-Uni commença en 1950 et les producteurs commencèrent à songer à introduire la prochaine étape de la mécanisation.

Le gouvernement de la Jamaïque permet à l'heure actuelle une certaine proportion de mécanisation sur une base d'expérimentation pour voir quelles en seront les répercussions. J'appuierais personnellement sans réserve la discontinuation immédiate de l'industrie du sucre si certains choix s'offraient comme, par exemple, si les ouvriers étaient libres d'émigrer où bon leur semblerait. Je me souviens avoir révisé l'étude qu'on avait faite, au début des années 50, au sujet de la mécanisation sur une certaine plantation en Jamaïque. On y avait procédé à un déplacement majeur des travailleurs et on leur avait donné une compensation de renvoi. Lorsqu'on demanda quelque temps plus tard à des chercheurs d'établir ce qui était arrivé à ces gens, la plupart d'entre eux demeurèrent introuvables. Ils s'étaient servis de cet argent, ils avaient vendu leurs biens et ils avaient ensuite émigré au Royaume-Uni. Ce pays leur a maintenant fermé ses portes et je doute que le Canada soit prêt à accepter un grand nombre d'immigrants qui n'ont pas de métier.

On ne peut donc prendre ces hypothèses en considération, comme on ne saurait considérer l'immigration sur une grande échelle pour répondre aux pressions de l'opinion publique ou d'autres avenues d'embauche. Mon opinion est donc qu'on ne peut adopter une position théorique dans le cas que nous étudions présentement. Quel est donc l'objectif ultime de l'activité économique? J'estime que c'est de venir en aide aux êtres humains et je vois d'un mauvais œil les théoriciens économistes qui aboliraient une industrie pour des raisons purement idéologiques parce qu'ils veulent forcer un gouvernement à restructurer son économie. Je ne vois pas comment on pourrait parvenir à cette fin sans effusion de sang. A ceux qui seraient portés à recommander ce moyen, j'offre comme exemple instructif le cas de Cuba. Voici un pays qui a peut-être subi la révolution idéologique la plus profonde depuis la révolution bolchévique de 1917.

Que se passe-t-il à Cuba? On concentre des efforts considérables sur le développement de l'industrie qui offre les avantages les plus immédiats, soit l'industrie du sucre. Les gouvernements des Antilles commettraient un suicide politique s'ils décidaient d'abandonner